

Lettre ouverte des étudiants internationaux

Partage international n° 319 - Mars 2015

« Nous sommes avec la Grèce, l'Europe, la démocratie et le changement ».

Un large groupe d'étudiants internationaux a lancé un appel pressant aux gouvernements européens, aux banques européennes et au FMI pour qu'ils choisissent « *une nouvelle orientation* » comportant l'effacement de la dette grecque.

« Nous, soussignés, appelons les gouvernements d'Europe, la Commission européenne, la Banque centrale européenne et le FMI à respecter la décision du peuple grec dans son choix d'une nouvelle orientation, et à engager avec le nouveau gouvernement de la Grèce d'honnêtes négociations pour résoudre la dette grecque.

Le gouvernement de la Grèce a raison de demander de nouvelles politiques, car les précédentes ont échoué. Elles n'ont pas apporté la reprise économique ou la stabilité financière. Elles n'ont pas créé d'emplois ou d'investissements étrangers. Elles ont provoqué des tensions au sein de la société grecque et affaibli ses institutions. Elles n'ont donc pas de valeur et il n'existe aucun progrès à préserver. Nous invitons instamment les partenaires européens de la Grèce à accepter cette réalité, sans laquelle le nouveau gouvernement n'aurait jamais été élu.

La Grèce a besoin de mesures humanitaires immédiates, d'un salaire minimum plus élevé, de nouveaux emplois, de nouveaux investissements, et de mesures pour restaurer et améliorer les services de base tels que l'éducation et la santé. Elle a besoin d'un système fiscal plus fort et plus progressif, moins dépendant de la TVA et mieux à même de taxer les revenus et la richesse. Il faut combattre, punir et éradiquer la corruption. Le nouveau gouvernement a besoin de marges budgétaires pour mettre en œuvre ces mesures et en démontrer la valeur, et il a besoin du soutien financier continu de la Banque centrale européenne pour stabiliser le secteur financier. Nous exhortons les partenaires et les institutions européennes de la Grèce à fournir cette marge

budgétaire et ce soutien.

Le gouvernement de la Grèce a raison de demander un effacement des dettes contractées auprès des partenaires européens. Ces dettes sont insoutenables et ne seront jamais remboursées. Aucun Etat ou ses contribuables ne subiront donc de perte économique par cette annulation. Au contraire, un nouveau départ pour la Grèce procurera de nouvelles activités, des revenus, des emplois et des bénéfices à ses partenaires. Nous exhortons les créanciers de la Grèce à saisir cette chance, et à expliquer ces faits clairement et franchement à leurs propres peuples.

Ces questions engagent aussi l'avenir de l'Europe dans son ensemble. Une politique de menaces, d'intimidations, d'ultimatums, d'obstination et de chantage démontrera à tous les Européens l'échec moral, politique et économique du projet européen. Nous exhortons les dirigeants européens à rejeter et condamner toutes les tentatives de contraindre le gouvernement et le peuple de la Grèce.

Inversement, le succès de la Grèce montrera le chemin vers une prospérité et une stabilité renouvelée pour l'Europe, avec un nouveau rôle pour la démocratie et une nouvelle ouverture à des élections qui apportent un changement constructif. Nous sommes avec la Grèce et l'Europe, avec la démocratie et le changement. Nous exhortons les dirigeants européens à reconnaître le caractère spécial de la prise de décision grecque issue d'un choix démocratique âprement disputé et décisif, et à choisir la voie de l'évaluation réaliste et de la négociation raisonnable. »

1. En français, *Nous pouvons*, sur le modèle américain de *Yes, we can*.
2. Mouvement du 15 mai 2011, aussi appelé celui des *Indignados*.

Grèce

Sources : blogs.mediapart.fr

Thématiques : [politique](#), [Économie](#)

Rubrique : [La voix des peuples](#) (Cette rubrique est consacrée à une force en plein développement dans le monde. La voix du peuple ne cessera de s'amplifier jusqu'à ce que, guidés par la sagesse de Maitreya, les peuples conduisent leurs gouvernements à créer une société juste dans

laquelle seront respectés les droits et les besoins de tous.)